



Communiqué de presse - Samedi 17 juin 2023

Laïcité : il faut raison garder. Halte à l'instrumentalisation politique.

La CGT Éduc'Action 06 condamne tout acte de prosélytisme à l'école. Et ce, quelle que soit la religion concernée. La CGT Educ'action réaffirme son attachement à la laïcité dans l'esprit de la loi de 1905 et met en garde contre tout dévoiement et toute instrumentalisation de la laïcité visant à stigmatiser les populations de culture musulmane.

Elle s'inquiète du battage médiatique orchestré par le maire de Nice, Christian Estrosi, depuis la publication de son communiqué du jeudi 15 juin 2023, avec le soutien du ministre de l'Éducation Nationale, de la rectrice de l'académie de Nice et de l'inspecteur d'Académie des Alpes-Maritimes. En effet, la rapidité de ces réactions intervenant avant même les résultats de l'enquête de l'Inspection générale interpelle.

Car de quoi parle-t-on dans l'état actuel de nos connaissances ? De prières ou de minutes de silence à caractère religieux de la part d'une quinzaine d'enfants dans trois écoles primaires, et du port d'une abaya dans un collège et un lycée de Nice et de Vallauris, dont peu de monde avait entendu parler jusqu'à présent. Vendredi 16 juin au matin, un journaliste de BFM Nice Côte d'Azur a procédé à un micro-trottoir devant l'une de ces écoles. Aucun des parents interrogés n'étaient au courant des faits.

Ce qui n'empêche pas le maire de Nice et son premier adjoint de parler de "dérive de la société", de "séparatisme en marche" et d'en appeler à "une grande campagne de sensibilisation au phénomène de radicalisation". Rien d'étonnant cependant de la part de Christian Estrosi qui n'en est pas à son coup d'essai, lui qui parle régulièrement de "cinquième colonne islamiste".

Réagir aussi promptement à partir de faits qui, semble-t-il, se seraient étalés de mai à juin et qui concernent cinq établissements scolaires sur l'ensemble de tous ceux que comptent les Alpes-Maritimes pour en faire une affaire nationale, c'est attiser les peurs et développer les raccourcis. C'est exposer les enfants, leurs parents et l'ensemble des communautés éducatives de ces établissements à un battage médiatique délétère qui les met en danger dans un contexte où les affaires de ce type sont régulièrement montées en épingle.

Parler dans le même temps des familles de djihadistes de retour de Syrie en réclamant la constitution d'un fichier les concernant, sans que cela n'ait à voir avec les faits révélés, c'est stigmatiser sciemment encore davantage l'ensemble des enfants de culture musulmane scolarisés sur notre territoire. C'est attiser les réactions et les surenchères qui n'ont pas tardé à arriver, par communiqués ou sur les réseaux sociaux, de la part d'élus ou de personnalités de droite-extrême et d'extrême-droite cherchant à instrumentaliser la situation.

Car pendant ce temps, l'école publique française est en grande souffrance. Manque de moyens qui permettraient un encadrement des enfants plus conséquent, harcèlement scolaire, réformes successives sans bilan des précédentes, problème d'amiante et locaux vétustes, perte d'attractivité du métier d'enseignant·e, ségrégation sociale au bénéfice de l'enseignement privé... Les sujets qui devraient mobiliser toutes les forces de nos élus et des institutions scolaires ne manquent pas !

À l'heure des effets d'annonces improvisés pour l'organisation d'une "heure de sensibilisation" au harcèlement scolaire et en pleine affaire des "Fonds Marianne", la CGT Éduc'Action 06 ne peut que condamner cette séquence médiatique. Les personnels de l'Éducation Nationale ont le savoir-faire pour organiser les remédiations nécessaires autour de la question de la laïcité auprès des enfants pour éviter le développement de ce type de comportement. Encore faut-il leur en donner les moyens. Encore faut-il pouvoir le faire dans un climat serein, loin des instrumentalisations politiciennes et des obsessions xénophobes.